Paris Ils attaquent une femme car ils la croient « juive et donc riche » P.IX

Paris • Mardi 12 décembre 2023 • N° 24663 • 2 €

## Le Parsien

Votre supplément







DIMITRI RASSAM (1 JERÔME SEYDO ENCORE MIEUX QUE LE PREMIER » Le Parisien CIVIL **DEMAIN** CASSEL AU CINÉMA

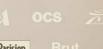
MARMAÏ

GREEN

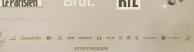
DURIS

MARTIN BOURBOULON









## Édito Un cocktail délétère



Olivier Auguste
Directeur adjoint
de la rédaction

Comment passe-t-on d'un tableau du XVIIº siècle, un classique de la peinture italienne exposé au Louvre et représentant une scène de la mythologie, à une situation où les enseignants d'un établissement des Yvelines cessent le travail, estimant que la sérénité, voire la sécurité, n'est plus suffisante pour assurer leurs cours ? Il faut pour cela un très mauvais cocktail.

Il y a évidemment l'attitude de jeunes élèves musulmans se déclarant offusqués par cette scène où figurent cinq femmes nues, représentation qu'ils jugent incompatible avec leur religion. En refusant pour ce motif de suivre un cours d'histoire de l'art, ils s'exonèrent des règles de laïcité qui prévalent à l'école, qu'ils s'expriment avec sincérité, par provocation ou sous l'influence d'un entourage.

Mais ce n'est pas la seule explication à la situation rencontrée au collège Jacques-Cartier d'Issou en fin de semaine dernière. Il y a aussi la rumeur. Quelques-uns de ces enfants de 6e ont attribué à leur professeure des propos racistes. Leur réalité a été vite démontée, mais le bruit était lancé. Il y a également la remise en cause de l'autorité des enseignants, par les élèves et leurs parents. Comment s'en étonner quand l'Éducation nationale passe elle-même derrière eux pour modifier les notes aux examens sous prétexte d'« harmonisation », ou accorde aux parents le dernier mot sur un redoublement (ce à quoi le ministre Gabriel Attal compte mettre fin)? Il y a enfin la « hiérarchie académique silencieuse », pour reprendre les mots figurant sur une pancarte des profs de Jacques-Cartier. Un manque de soutien tristement habituel dans la première administration de France.

Atteinte à la laïcité, rumeur, affaiblissement de l'autorité des profs, passivité chronique de l'institution... Dans le cas de Samuel Paty, il a suffi de quelques ingrédients supplémentaires — menaces et emballement des réseaux sociaux — pour qu'un terroriste islamiste rende le cocktail mortifère. Au sens premier du terme.

Une œuvre du XVII<sup>e</sup> siècle a fait déborder le vase de la colère enseignante au collège Jacques-Cartier d'Issou, dans les Yvelines. Et révélé combien certains sujets sont devenus sensibles à l'école.



# Des profs sous pression pour un tableau

Mehdi Gherdane

**CE LUNDI,** comme vendredi, les enseignants du collège Jacques-Cartier d'Issou (Yvelines) ont décidé d'exercer leur droit de retrait. Les rares élèves qui n'étaient pas au courant de cette décision sont rentrés chez eux, tout sourire, observés par de nombreux journalistes stationnés devant les grilles de l'établissement.

Depuis plusieurs jours, ce collège de 600 élèves, à michemin entre Mantes-la-Jolie et la bucolique région du Vexin, est rattrapé par une polémique qui aura révélé aux yeux du grand public un peintre méconnu : le Cavalier d'Arpin. Cet artiste du XVIIe siècle est l'auteur d'un tableau intitulé « Diane et Actéon » qui présente une scène classique de la mythologie: Diane entourée de femmes nues aux formes plantureuses. C'est cette œuvre, dont une des deux versions existantes est exposée au Louvre, qu'une professeure de français a choisi de montrer à ses élèves de 6º jeudi, durant un cours consacré à l'art.

L'heure d'enseignement aurait pu se dérouler normalement mais des collégiens disent avoir été gênés, d'autres ont détourné le regard devant ces corps nus. Et très vite, sans que l'on sache vraiment comment, la rumeur a pris le dessus : la fonctionnaire aurait cherché à choquer les élèves, en particulier les musulmans, elle serait raciste... Des parents, vindicatifs, ont également alimenté la rumeur.

### Le traumatisme Samuel Paty

Déjà fatigués par un début d'année scolaire difficile qui a vu le nombre d'incidents augmenter fortement (lire cicontre), les professeurs ont alors décidé de stopper le travail pour protéger leur collègue, « diffamée » selon eux. « Je les comprends, confiait une mère croisée ce lundi matin. Ils se sentent en insécurité et leur inquiétude n'est pas imaginaire : il v a une quinzaine de jours, un mail du principal évoquait déjà un climat tendu.»

L'assassinat de Samuel Paty en octobre 2020 a considérablement éprouvé la profession, régulièrement confrontée aux atteintes à la laïcité et à la remise en cause de sa parole. Vendredi, à Mantes-la-Jolie, à quelques kilomètres d'Issou, d'autres profs avaient débrayé après s'être sentis en « danger ». Le nom de deux d'entre eux s'était retrouvé dans un

groupe WhatsApp de parents d'élèves qui n'avaient pas apprécié le contenu d'un cours durant lequel le conflit entre le Hamas et Israël avait été abordé.

Quelques jours plus tôt, le père d'un élève de Trappes était appelé à la barre de la cour d'appel de Versailles pour avoir menacé une enseignante. Que lui reprochait-il? D'avoir utilisé une photo du rappeur Soprano dans une frise sur l'évolution, au milieu de singes. À l'origine, pourtant, la prof était allée chercher un chanteur noir après des remarques d'élèves reprochant aux manuels scolaires de ne compter que des photos de Blancs...

Dans ces tristes exemples, le rôle de certains parents interpelle. Et plus encore depuis l'assassinat de Samuel Paty à Conflans-Sainte-Honorine. À l'époque, c'est un père de famille qui avait créé la polémique sur les réseaux sociaux quelques jours avant le drame. Auteur d'une vidéo, il sera jugé l'an prochain pour association de malfaiteurs terroriste criminelle.

« Depuis Samuel Paty, le climat a clairement changé. C'était déjà sensible avant, c'est devenu plus fort après, confie une professeure de lycée. Des sujets comme l'égalité hommes-femmes, la sexualité ou les croisades sont devenus compliqués. Pour quelques élèves, la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État, c'est une loi contre les musulmans! Alors des collègues refusent d'aborder le sujet. On ne parle, certes, que de quelques élèves. Mais ils peuvent faire tout un foin sur les réseaux sociaux. »

## Pour Gabriel Attal, « zéro impunité, zéro complicité »

Ce lundi après-midi, le ministre de l'Éducation Gabriel Attal s'est brièvement rendu au collège Jacques-Cartier d'Issou. « À l'école française, on ne conteste pas l'autorité, on la respecte. À l'école française, on ne conteste pas la laïcité, on la respecte. À l'école française, on ne détourne pas le regard devant un tableau, on ne se bouche pas les oreilles en cours de musique, on ne porte pas de tenues religieuses. Bref, à l'école française, on ne conteste ni l'autorité de l'enseignant ni l'autorité de nos valeurs », a-til martelé, à son retour rue de Grenelle. Il a rappelé la ligne (« Zéro impunité, zéro complicité »), promettant de publier en fin de semaine le nombre et la nature des atteintes à la laïcité depuis la



Gabriel Attal, ministre de l'Éducation